



LES PROCESSUS DE L'HOMOGENÉISATION DES FILIÈRES DE L'ENSEIGNEMENT ET LEURS EFFETS SUR L'INSERTION PROFESSIONNELLE DE DIPLÔMÉS : CAS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ DANS LA VILLE DE BUKAVU EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Le Bon MULUMEODERHWA BUJIRIRI

Professeur Associé à l'ISEAV-Mushweshwe/RDC

lebonmulumb@gmail.com

Résumé : Ce papier explique comment l'insertion professionnelle des diplômés universitaires est plombée par les processus de l'homogénéisation des filières de l'enseignement dans le champ académique congolais, particulièrement dans la ville de Bukavu. Malgré que les institutions de l'enseignement tertiaire de cette ville se disent former des créateurs et non des demandeurs d'emploi, force est de reconnaître que l'insertion professionnelle des diplômés est contrariée par la nature de l'offre de formation (programmes analogues et caducité des filières). Ainsi, au lieu de créer leur propre emploi, nombreux diplômés et « cadres » du pays se transforment en véritables quemandeurs d'emploi sur le marché du travail rétréci. Dès lors, la diversification et la professionnalisation des filières de l'enseignement sont des stratégies idoines à mettre en place au sein de l'espace universitaire afin de promouvoir l'insertion professionnelle des jeunes diplômés.

Mots-clés : Homogénéisation, Enseignement supérieur et Insertion

THE PROCESSES OF HOMOGENIZATION OF EDUCATION SECTORS AND THEIR EFFECTS OF THE PROFESSIONAL INTEGRATION OF GRADUATES : CASE OF PRIVATE HIGHER EDUCATION IN THE CITY OF BUKAVU IN THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO

Abstract : This paper explains how the professional integration of university graduates is hampered by the processes of homogenization of education sectors in the Congolese academic field, particularly in the city of Bukavu. Despite the fact that the tertiary education institutions of this city claim to train creators and not job seekers, it must be recognized that the professional integration of graduates is hampered by the nature of the training offer (similar programs and obsolescence of sectors). Thus, instead of creating their own jobs, many graduates and “executives” in the country are transformed into real job seekers in the shrinking labor market. Therefore, the diversification and professionalization of teaching sectors are suitable strategies to implement within the university space in order to promote the professional integration of young graduates.

Keywords : Homogenization, Higher education and Professional integration

INTRODUCTION

A l'aube de l'année 1990, la République Démocratique du Congo (RDC) a connu de réformes importantes de son espace universitaire. En fait, ces réformes se sont

globalement concrétisées par la politique de libéralisation du champ académique permettant ainsi aux différents acteurs privés d'initier des projets inédits de création des établissements de l'Enseignement Supérieur et Universitaire (ESU). Cette politique a fortement participé à la transformation spectaculaire du champ universitaire congolais en termes de l'augmentation rapide des établissements privés de l'ESU, la massification des effectifs ainsi que l'implémentation des nouvelles offres de formation.

Ces réformes visaient non seulement la démocratisation quantitative de l'enseignement tertiaire mais aussi contribuer à l'amélioration de la qualité de l'enseignement en proposant des programmes pouvant servir à l'employabilité des diplômés et contribuer ainsi au développement de la société. En effet, « *l'université est insérée dans une société et, a donc des responsabilités à assumer, tout particulièrement vis-à-vis des étudiants qui attendent une formation de nature à faciliter leur accès à l'emploi, et donc en phase avec des débouchés prévisibles* » (Pollin 2009 : 85). C'est dans cette perspective que des pays, particulièrement la République Démocratique du Congo (RDC), s'est investie dans l'expansion de l'enseignement tertiaire et le processus de développement du capital humain.

Cependant, l'insertion professionnelle des finissants semble se contrarier de plus en plus par la nature de l'offre de formation (programmes analogues et caducité des filières) offerte par ces entreprises éducatives. En effet, l'offre de formation ne répond pas forcément aux attentes professionnelles de la clientèle et de la société réceptrice dans son ensemble. Et pourtant, nombreux entrepreneurs éducatifs (promoteurs) se réclament, en désespoir de cause, offrir un enseignement préparant directement des diplômés à la création et non à la demande de l'emploi. Au lieu de créer leur propre emploi, les diplômés et « cadres » du pays se transforment en véritables quémandeurs d'emploi au sein de l'Administration publique déjà politisée et/ou privatisée et au sein des entreprises privées quasi inexistantes au pays. D'autres diplômés sont parfois forcés d'exercer des emplois de seconde main n'exigeant parfois pas aucune qualification scientifique. Les plus chanceux parviennent tout de même à se construire une identité professionnelle alléchante dans ces activités qui s'inscrivent dans la débrouillardise et l'auto-emploi.

Dans le processus de création des filières de l'enseignement, les entrepreneurs du système éducatif supérieur sont guidés par la logique du calcul coût-intérêt. Ils mettent au-devant de la scène l'investissement non seulement dans des filières supposées attirer une démographie estudiantine importante mais aussi dans celles moins coûteuses en termes de ressources matérielles et humaines. Cela tend à asséner l'idée qu'en amont, la création des filières dans les établissements de l'ESU en RDC ne tient pas du tout compte du besoin de développement global de la société et, par rebond, n'obéit à aucun plan logique de l'insertion professionnelle des bénéficiaires que sont les étudiants.

Il sied tout de même de noter que les promoteurs d'établissements privés d'enseignement supérieur sont parvenus à implémenter certains programmes qui n'existaient pas dans la ville de Bukavu. En outre, ces établissements sont pourvoyeurs de l'emploi pour un certain nombre de personnes y prestant. Cela constitue un point positif. Mais du fait que la quasi-totalité d'établissements proposent des filières similaires, cette situation met en péril l'employabilité des diplômés.



Du point de vue conceptuel, l'homogénéisation des filières implique un processus tendant à l'organisation des disciplines analogues au sein des entreprises éducatives tertiaires. Dans ce processus, les entrepreneurs éducatifs se livrent à la création des options ou des facultés similaires sans forcément tenir compte de la carte universitaire et/ou de l'opportunité desdites options pour la société.

Concernant le terme d'insertion professionnelle, force est de noter que celui-ci évoque le fait pour une personne d'accéder à l'emploi après sa formation scolaire ou universitaire. Ce terme est souvent au chevet avec les notions d'employabilité, d'intégration sociale et d'adaptation sociale. Ainsi, ce terme renvoie à l'idée d'adéquation entre le monde éducatif et celui du travail.

En effet, l'insertion professionnelle suppose :

Une période de temps comprise entre la sortie du système d'enseignement et l'intégration au marché du travail. Plus précisément, il s'agit de l'intégration à un poste de travail relativement stable qui assure aux jeunes travailleurs la sécurité d'emploi et la garantie d'un revenu régulier (Laflamme 1984 : 200).

Le présent article se propose d'analyser comment l'organisation des filières analogues dans le champ universitaire influe négativement sur l'insertion professionnelle des diplômés dans la ville de Bukavu en RDC.

L'étude se fonde sur des informations issues des observations directes ainsi que de la revue de la littérature (technique documentaire) sur l'insertion professionnelle, l'organisation et le fonctionnement de l'université congolaise en général. En effet, elle se focalise sur des entretiens libres réalisés avec certains promoteurs, les autorités académiques ainsi que des enseignants et des diplômés des institutions de l'enseignement supérieur et universitaire sous analyse. Un guide d'entretien a été alors constitué. Cette technique d'entretien est jointe à celle d'observation participante en ce sens que nous sommes nous-même enseignant dans plusieurs institutions privées de l'enseignement supérieur et universitaire à Bukavu. Cette étude est ponctuée par l'analyse des données qualitatives pour saisir le discours des acteurs (promoteurs, autorités académiques, enseignants et étudiants) concernant les enjeux liés aux filières de l'enseignement proposées dans les établissements privés de l'ESU ainsi que les perspectives offertes par celles-ci en termes d'insertion professionnelle des diplômés.

Par ailleurs, cette étude s'inscrit dans l'intelligence de l'approche compréhensive de l'action sociale de type wébérien. Cette approche cherche à appréhender la signification des actions sociales¹³⁰. Le choix de cette approche résulte du fait que la communication tente de dévoiler les logiques et les intentionnalités qui guident les entrepreneurs éducatifs dans l'ouverture des filières de l'enseignement. Pour ce faire, la recherche procède préalablement par le ciblage des différentes institutions privées de l'ESU, en mettant un accent particulier sur l'identification des filières organisées par ces dernières dans la ville de Bukavu.

De ce fait, un système éducatif peu diversifié en filières de l'enseignement ne prédisposerait-il pas aux diplômés à la désinsertion professionnelle ? La réponse à cette question charnière constituerait la ligne directrice de cette contribution dont

¹³⁰ Les actions sociales impliquent un ensemble d'activités entreprises par X vers Y en fonction d'un objectif déterminé. La démarche compréhensive cherche à dévoiler le sens ou les significations que les agents sociaux donnent à leurs activités. Les activités sont ici la somme des stratégies éducatives et des filières de l'enseignement proposées par les entrepreneurs du système éducatif tertiaire à l'intention des étudiants.

l'ossature s'articule essentiellement autour de trois (3) points. Le premier point présente la physionomie des établissements de l'ESU dans la ville de Bukavu en plaçant un accent particulier sur la présentation cartographique de ceux-ci. Aussi, le décryptage des différentes filières organisées dans le champ éducatif privé est l'objectif poursuivi dans cette partie du travail. Le deuxième point est axé sur l'analyse des différentes facettes que présentent les curricula de formation. Le troisième point scrute les répercussions de l'offre des filières analogues sur l'insertion professionnelle des diplômés.

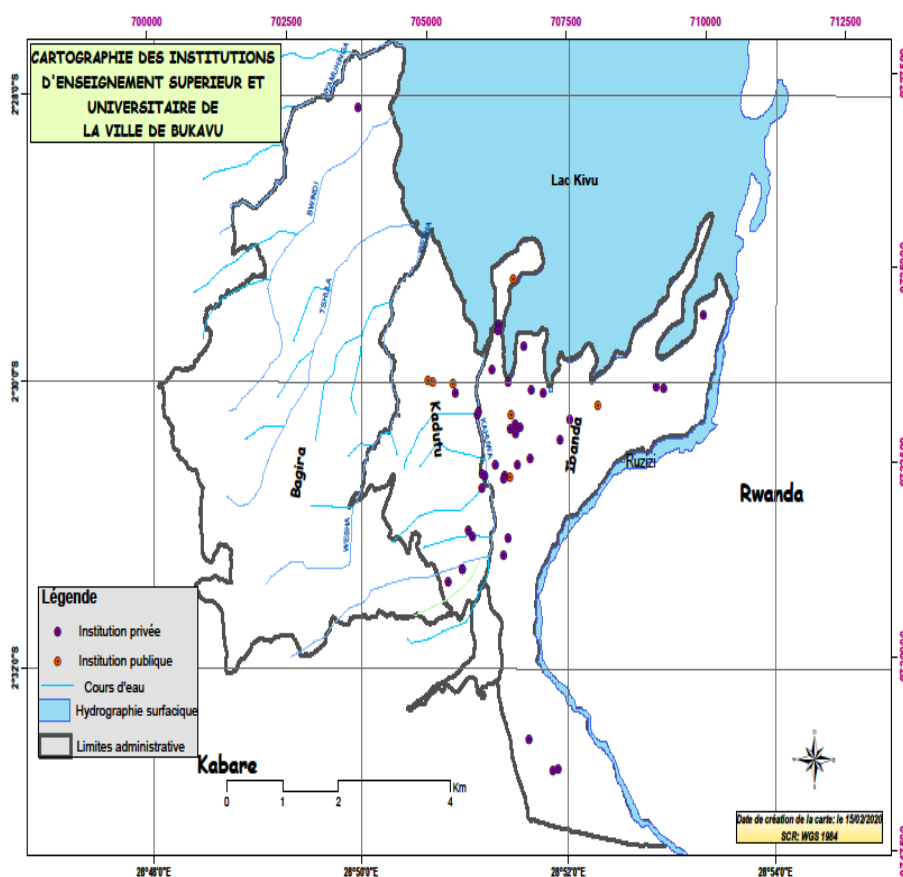
1. Portrait de l'offre de formation dans le champ éducatif supérieur

Cette section fait l'objet de la description de différentes filières organisées dans les établissements privés de l'ESU opérant dans la ville de Bukavu. Il se penche également et avant tout sur la présentation figurée de ces établissements.

1.1. Distribution spatiale des établissements

La ville de Bukavu dispose actuellement d'une myriade d'institutions de l'ESU diversement réparties dans les trois (3) communes de cette ville comme en témoigne la carte (1) ci-après.

Figure 7. Cartographie des institutions de l'ESU de la ville de Bukavu



Source : Nos recherches réalisées

Cette carte (1) confirme la distribution inégale des établissements de l'ESU sur l'espace urbain d'autant plus que la commune d'Ibanda représente à elle seule 76,2 % de ceux-



ci ; suivie de la commune de Kadutu avec 21,4 % contre 2,4 % pour la commune de Bagira. La forte concentration de ces établissements dans la commune d'Ibanda se justifierait par le fait que c'est dans cette commune où l'on rencontre la disponibilité des infrastructures ainsi qu'une démographie estudiantine importante supposée s'acquitter des différents frais académiques (commune perçue comme celle des mieux nantis à Bukavu). Les effectifs estudiantins constituent un enjeu économique important pour des établissements privés de l'ESU¹³¹.

En outre, la figure (1) ci-haut illustre le pluralisme des institutions privées de formation supérieure dans la ville de Bukavu en ce sens que sur le total de 49 institutions identifiées, 42 de celles-ci ; soit 85,7 % sont du secteur privé et 7 ; soit 14,3 %, relèvent du secteur public. La raison qui expliquerait l'expansion quantitative de ces institutions privées se justifierait par l'augmentation de la demande sociale de formation supérieure pendant que celles du secteur public sont non seulement insuffisantes mais aussi elles sont quasi surpeuplées ; situation affectant la qualité de l'enseignement. Par ailleurs, le foisonnement des Institutions d'Enseignement Supérieur et Universitaire Privées (IESUP) est dû à la libéralisation de l'enseignement depuis l'année 1989, à travers la décision n°76/CC/89 du 29 avril 1989, ainsi que la léthargie de l'État en matière de régulation de l'espace éducatif.

Cependant, force est de noter que beaucoup d'établissements ne disposent pas des bâtiments appropriés, des formateurs qualifiés, des bibliothèques achalandées, etc. Cette léthargie du pouvoir de laisser aux tiers de créer de manière désordonnée des établissements de formation supérieure s'observe aussi bien dans l'accréditation des filières d'enseignement au sein desdits établissements à Bukavu. Et pourtant, « *il est indéniable qu'autant la question de l'éducation reste primordiale et stratégique pour l'État, autant celle de l'offre de formation est au cœur des missions et des stratégies propres à chaque université.* » (Folefack, s. d : 32-33).

2. Radioscopie des filières organisées dans les IESUP

La ville de Bukavu dispose d'une myriade d'institutions de formation supérieure où la quasi-totalité de celles-ci offrent des programmes à tendance homogène comme en témoigne le tableau synoptique (1) qui suit.

Tableau 4. Répartition des filières de l'enseignement dans les IESUP à Bukavu

Facultés/Options	Filières	Nombre d'institutions	%	Cumul (en %)
Sciences sociales et humaines	Travail social	2	1,1	1,1
	Sciences de l'information et de la communication	5	2,7	3,8
	Criminologie	1	0,5	4,3

¹³¹ Le Gouvernement de la RDC n'octroie quasiment pas une subside aux établissements privés de l'ESU à part l'action recensement entreprise par l'Etat congolais pour prendre en charge l'Université Catholique de Bukavu dans l'octroi des numéros matricules, la mécanisation et la rémunération du personnel (académique, scientifique, administratif, technique et ouvrier) ainsi que l'octroi des frais de fonctionnement à cette institution universitaire. Cf. Arrêté ministériel n° 117/MINESU/CAB.MIN/MNB/RMM/2022 du 03/03/2022. Le fonctionnement des établissements privés est fortement dépendant de différents frais académiques payés par des étudiants et éventuellement de la coopération bilatérale ou multilatérale.

	Sociologie, science politique et Relations internationales	11	6	10,3
	Education à la Paix et Gestion des conflits	9	4,9	15,2
	GRH	6	3,3	18,5
	Théologie	4	2,2	20,7
	Pastorale familiale			
	Psychologie du travail, clinique, Psycho-pédagogie	1	0,5	21,2
	Droits judiciaire, privé	13	7,1	28,3
	Développement communautaire	18	9,8	38,1
	Gestion de l'environnement	19	10,3	48,4
	Gestion (financière ; de PME), Economie (Rurale, de l'environnement, monétaire)	9	4,9	53,3
	Gestion des entreprises, finances et comptabilité	16	8,7	62
	Entrepreneuriat	9	4,9	66,9
	Management, Marketing, Logistique et Sciences commerciales	3	1,6	68,5
		5	2,7	71,2
	Sous-total	133	71,2	
Sciences médicales	Biologie médicale	2	1,1	72,3
	Santé publique : gestion des institutions de santé, épidémiologie	14	7,6	79,1
	Sciences infirmières	4	2,2	81,3
	Sous-total	20	10,9	
Sciences techniques	Technique agricole et vétérinaire	2	1,1	82,4
	Coupe et couture ; Hôtellerie et tourisme	1	0,5	82,9
	Electricité industrielle	1	0,5	83,4
	Informatique et gestion	7	3,8	87,2
	Sous-total	11	5,9	
Sciences de l'ingénieur	Génie civil	2	1,1	88,3
	Bâtiments et Travaux Publics	2	1,1	89,4
	Géologie et mine	3	1,6	91
	Agronomie (Phytotechnie et Zootechnie)	15	8,2	100
	Sous-total	22	12	
Total		171	100	

Source : tableau élaboré à partir des données de l'enquête

Il ressort de ce tableau que les filières des sciences sociales et humaines représentent la quasi-totalité des filières proposées par les institutions à Bukavu ; soit 71,2 % contre celles techniques et des sciences dites pures ou exactes. Elles sont suivies des sciences de l'ingénieur, soit 12 % et les sciences médicales et techniques représentant respectivement 10,9 % et 5,9 %.

Les filières des sciences sociales et humaines sont les plus répandues dans la ville de Bukavu. Elles sont organisées aussi bien par les universités privées que celles publiques. Ces filières aux contenus théoriques sont généralement déconnectées avec



les besoins réels du marché de l'emploi ; ce qui entraîne des effets indésirables sur l'insertion professionnelle des finissants.

Par ailleurs, ces filières sont au centre de toutes les convoitises chez les étudiants pour le caractère moins dur qu'elles semblent présenter mais aussi les possibilités diverses d'employabilité de ces derniers¹³². Par contre, les filières technologiques et des sciences appliquées exigent la mobilisation importante des ressources matérielles de laboratoire dont ne dispose pas nombreux entrepreneurs. Ils préfèrent ainsi proposer des offres moins exigeantes en termes de ressources matérielles et humaines¹³³. Aussi, est-il possible que ces filières ne trouvent pas du tout de sollicitation de nombreux étudiants. Force est donc de reconnaître que le système éducatif congolais investit dans :

Un enseignement dominé par des filières de formation liées aux sciences humaines et sociales sans veiller au développement des pôles régionaux de savoir. Sur le total des effectifs inscrits, 80 % sont scolarisés dans les filières qui contribuent indirectement à la croissance économique (sciences humaines et sociales) et seuls 20 % dans les filières d'études en lien avec les secteurs porteurs de croissance (MINESU 2018 : 10).

Dans la perspective d'une analyse plus fine de la question sous examen, il est impérieux de procéder par la description des différentes spécificités attachées aux filières de formation.

3. Configuration des filières de formation dans les établissements privés de l'ESU

Ce point analyse les caractéristiques des filières organisées dans les IESUP de la ville de Bukavu.

3.1. Immobilisme et caducité des filières

Les établissements de la ville de Bukavu proposent des filières, sans s'interroger, en amont, ni sur l'opportunité ni sur le sort (devenir professionnel) des bénéficiaires de la formation. Ces établissements forment comme si les emplois existent déjà sur le marché du travail. Nombreux sont ceux-là qui finissent leurs formations sans qu'ils ne soient capables de définir un quelconque projet professionnel dont ils sont porteurs. Certaines filières ne prévoient donc pas les différentes modalités de l'insertion professionnelle des diplômés.

Globalement, les offres de l'enseignement proposées dans les établissements ne coïncident guère avec l'évolution du monde de l'emploi. Ils proposent un

¹³² Nombreux étudiants de la ville de Bukavu n'aiment pas embrasser des disciplines où il y a beaucoup de mathématiques. Aussi, pour des raisons économiques et de prestige social, les étudiants choisissent des cursus de sciences sociales au détriment de ceux à caractère technique qui, à tort ou à raison, les exposent aux métiers pénibles et au chômage.

¹³³ La quasi-totalité des universités et instituts supérieurs sont pauvres à Bukavu. Nous avons ci-haut démontré comment nombreuses institutions sont sans bâtiments propres et appropriés, sans bibliothèques achalandées et sans enseignants qualifiés. Il serait difficile pour ce genre d'universités d'investir dans les filières des sciences pures et de haute technologie. La qualité de ces institutions universitaires est d'ores et déjà contestée par nombre d'analystes qui s'intéressent de la question de fait du système éducatif bukavien.

enseignement de type classique, général et théorique ne correspondant pas avec la réalité actuelle de la société congolaise. En fait, non seulement les programmes semblent obsolètes, mais aussi nombreux établissements ne disposent pas d'intrants nécessaires pour la formation d'une élite intellectuelle engagée, c'est-à-dire capable de résoudre les problèmes de la société et de s'intégrer dans la vie active. Ces établissements continuent à produire des diplômés en droit, en économie, en agronomie, en sociologie, en psychologie, etc. alors que bon nombre des premiers produits de ces filières sont sans emploi. En fait, l'annonce d'un seul poste d'emploi connaît la ruée d'une centaine des candidats ; confirmant ainsi ce que les économistes entendent par le déséquilibre de la loi de l'offre et de la demande. Ce phénomène ne pourrait-il pas nous amener à conclure, non sans raison, que les filières proposées par les institutions ne correspondent quasiment plus avec la réalité ou les besoins du marché de l'emploi. C'est pourquoi, « *face à la dynamique sociétale, un système éducatif qui travaille sur les leviers du passé est totalement dépassé et ne peut produire de la qualité au-delà de sa capacité réelle* » (Omasombo & Ouvrier 2014 : 196). Bien plus, l'offre de l'enseignement établit à peine des liens étroits avec le processus d'autocréation de l'emploi par les diplômés.

Par conséquent, les institutions forment plus des demandeurs d'emploi que des véritables créateurs d'emploi (entrepreneurs). Sachant que l'espérance de vie est de plus en plus très faible en Afrique, particulièrement en RDC, nombreux sont ceux-là qui vieillissent et/ou meurent sans avoir accédés à un emploi rentable.

Et pourtant, les arguments que les initiateurs de ces établissements avancent pour ouvrir les filières de sciences sociales et humaines (paix et résolution des conflits, sociologie, science politique, communication sociale, économie, etc.) semblent bien se justifier. En effet, dans un entretien réalisé avec une autorité académique, il nous a été dévoilé que la RDC et plus particulièrement la région du Sud-Kivu est caractérisée par la multiplication des ONG locales et internationales, des entreprises privées et publiques au sein desquelles les besoins en termes de gestion des ressources humaines et de communication organisationnelle se posent avec acuité. Aussi, la région étant post-conflit, il importe de former des spécialistes en sciences de l'homme pouvant participer à la gestion des conflits pour une bonne résilience communautaire. Malgré la pertinence d'un tel argumentaire, il demeure évident que l'employabilité de diplômés formés dans le champ éducatif supérieur congolais est faible.

3.2. Offre de formation fondée sur la loi de l'intérêt économique des entrepreneurs

L'incursion des entrepreneurs privés dans l'arène éducative tertiaire n'est pas forcément fondée sur le besoin du développement socio-économique de la société. En effet, nombre de ces entrepreneurs investissent dans les filières qui répondent à leurs intérêts économiques plutôt qu'aux impératifs réels du champ professionnel. Ils tiennent compte du calcul coût-intérêt en investissant dans des filières flexibles, c'est-à-dire celles qui ne réclament pas suffisamment des ressources matérielles et financières.

Pas autrement, avant la création de la filière, les promoteurs comparent ce que requiert la filière et le profit que celle-ci lui procure à court ou à moyen termes. C'est ainsi que les disciplines des sciences dites pures, telles que la biologie, la chimie, les mathématiques, la physique, l'électricité, la polytechnique, etc. ne sont pas organisées



par les initiateurs de ces établissements. La raison étant que ces disciplines nécessitent non seulement la mobilisation de beaucoup de moyens (laboratoires, enseignants qualifiés...) mais aussi celles-ci n'attirent pas du tout un certain nombre d'étudiants. Toutefois, deux (2) établissements de type confessionnel, à savoir l'Université Catholique de Bukavu (UCB) ainsi que l'Université Evangélique en Afrique (UEA) semblent investir de mieux en mieux dans les filières comme la médecine et l'architecture alors que celles-ci exigent la mobilisation des ressources importantes. Ces deux (2) établissements bénéficient, par ailleurs, d'un financement obtenu dans le cadre de la coopération Nord-Sud mais aussi ceux-ci se présentent comme les plus coûteux attirant ainsi les mieux nantis de la ville de Bukavu.

Quand une filière compte peu d'étudiants, même si celle-ci semble opportune dans le cadre du développement socio-économique du milieu d'implantation et du système sociétal global, les entrepreneurs réfléchissent directement sur les possibilités de fermer ladite filière ou de la faire remplacer par une autre susceptible d'attirer plus d'étudiants possibles. Le seul souci pour ces entrepreneurs étant que chaque filière créée soit davantage massifiée en guise d'en tirer des dividendes économiques.

Plus que tout, d'ailleurs, certaines disciplines sont créées dans le but de bénéficier du financement des bailleurs de fonds. Et lorsque celles-ci sont financées, c'est toujours les promoteurs et pas nécessairement les étudiants qui bénéficient des résultats. Parmi ces filières, on retiendrait : la gestion de l'environnement, la gestion des conflits, le travail social, la bonne gouvernance, etc. Ces filières attirent parfois le financement extérieur compte tenu des enjeux mondiaux de l'heure que celles-ci symbolisent.

Même lorsque les locaux ou les auditoriums d'enseignement trahissent quantitativement et qualitativement, les gestionnaires des établissements ne s'arrêtent pas d'implémenter des nouvelles filières. Ces gestionnaires imaginent toujours les filières qui peuvent encore attirer des étudiants pour de finalité d'accumulation du capital économique. En fait, ces cas illustratifs renseignent combien de fois le besoin de l'implémentation des filières permettant l'insertion professionnelle des diplômés est relégué au second plan par les entrepreneurs éducatifs.

3.3. Offre destinée à l'allègement des étudiants

Les disciplines de formation proposées par les entrepreneurs éducatifs ne sont pas nécessairement fondées sur les besoins de la demande sociale ni de l'employabilité du bénéficiaire. Dans beaucoup de cas, comme démontré dans les lignes précédentes, la création des filières en milieu académique privé est guidée par le seul souci d'accroître le nombre d'étudiants, synonyme du profit économique de l'entrepreneur. De ce fait, les entrepreneurs ouvrent les filières qui semblent plus attirer les étudiants même si celles-ci susciteraient un certain nombre de doute quant à leur opportunité d'insertion professionnelle des produits.

L'étude menée par certains chercheurs au Kenya fait ressortir le constat tel que la privatisation de l'enseignement supérieur qui a permis aux étudiants de s'inscrire dans des programmes parallèles. Ces filières permettent aux lauréats du secondaire non admis dans les programmes réguliers subventionnés de suivre, à leurs frais, les formations diplômantes des universités. L'introduction de ces cursus parallèles répond à la nécessité que les universités ont désormais de s'autofinancer, a généré des

formes inédites de compétition entre les établissements, et parfois même à l'intérieur des universités. Les universités ont toutes révisé leurs programmes et proposé des filières plus attractives et compétitives afin de capter ces nouveaux flux d'étudiants (Charton & Owuor 2008 : 107).

La rentabilité économique de l'institution universitaire privée étant tributaire du nombre d'étudiants inscrits dans chaque filière de l'enseignement, l'impératif pour les promoteurs est de proposer à la clientèle des programmes qui l'attirent. Plus les effectifs sont importants dans l'établissement, plus le profit augmente et vice versa. Et inversement, peu l'établissement dispose d'effectifs moins il gagne de moyens par le promoteur. La stratégie est alors d'organiser un marketing « solide » autour des filières de manière à attirer de plus en plus la clientèle et de capitaliser les avantages économiques qui en résultent. En réalité, « *l'offre privée éducative a but d'attirer la clientèle dans un contexte de compétition rude. Dans le privé, le promoteur est un entrepreneur qui a pour seule pression véritable la rentabilité de ses investissements* » (Folefack s. d : 43). Ainsi, la création des filières ne met pas en avant le projet de l'insertion professionnelle future des produits formés. Ce phénomène est observable aussi bien dans le secteur privé de formation supérieure que dans celui public en RDC, étant donné qu' « *à l'université de Kisangani, la stratégie s'est traduite par la multiplication des filières d'études pour attirer davantage d'étudiants sans tenir compte des capacités d'accueil, des compétences disponibles pour encadrer les étudiants* » (Maindo 2012 : 40).

Une force pour les promoteurs privés est qu'ils ont concocté des nouvelles disciplines scientifiques qui jadis n'existaient pas dans le pôle public de l'enseignement supérieur de la ville de Bukavu. Parmi ces disciplines, on retiendrait : l'Agronomie, le Bâtiment, le Travail social, la Gestion des Ressources Humaines, l'Entrepreneuriat, le Management, la Résolution pacifique des conflits, la Théologie, la Gestion de l'environnement, l'informatique, etc. Ces filières peuvent offrir aux diplômés la possibilité d'insertion professionnelle surtout lorsque les établissements disposent des ressources (humaine, matérielle et financière) capables d'assurer une formation de qualité vis-à-vis des bénéficiaires. La réalité est telle que ces ressources constituent encore un défi crucial auquel la plupart des établissements de l'ESU sont encore confrontés en RDC, particulièrement dans la ville de Bukavu. Quoiqu'il en soit, l'implémentation de ces nouvelles filières a donné une lueur d'espoir à la mobilité sociale ascendante de certains diplômés qui sont aujourd'hui casés dans le circuit économique du pays.

Pour faire face au manque des ressources économiques, toutes les voies sont permises à certains établissements, en l'occurrence l'inscription frauduleuse des étudiants. En effet, un étudiant qui a échoué dans une université X est directement inscrit en promotion supérieure dans une université Y. À Bukavu, la plupart d'étudiants n'acceptent plus d'échouer à cause de l'existence du phénomène de foisonnement des établissements proposant quasiment des cursus analogues. Également, en cherchant à jouer sur la stratégie de conservation et/ou d'accroissement des effectifs, plusieurs établissements adoucent irrégulièrement la réussite académique de leurs étudiants. Cette situation affecte périlleusement l'insertion professionnelle des diplômés puisque les établissements diplôment ceux qui n'ont pas la dextérité nécessaire pouvant leur permettre de bien compétitionner avec les pairs dans la jungle du marché de l'emploi. Dans cette optique, il va sans dire que l'insertion



professionnelle de diplômés est tributaire de la qualité de la formation reçue. La section suivante tente de décrire par ailleurs les conditions anormales dans lesquelles les filières de l'enseignement sont ouvertes dans le microcosme universitaire de la ville de Bukavu.

3.4. Anomie dans la création des filières de l'enseignement

Au sein des institutions de l'ESU opérant dans la ville de Bukavu, les filières de formation sont ouvertes en pêle-mêle. Ici nous examinons les conditions requises pour l'ouverture d'une discipline scientifique et les pratiques des acteurs (Promoteurs et État) sur le terrain.

3.4.1. Critères d'ouverture d'une filière de formation universitaire

En principe, l'implémentation d'une discipline scientifique doit s'inscrire dans le schéma du développement global de la société. Autrement dit, « *avant de commencer à structurer le système éducatif, l'on doit indiquer quelle structure générale qu'il faut adopter, quelles filières à créer, développer ou supprimer, comment les articuler, comment faire évoluer cette structure et sur quels critères* » (Gravot 1993 : 194). En RDC, tout projet d'organisation d'un nouvel enseignement au sein des établissements de l'Enseignement Supérieur et Universitaire doit tenir compte de la nécessité de l'enseignement et le profil du cadre à former. Il s'agit, notamment des tâches à exécuter par les cadres à former ainsi que les modalités de leur intégration dans le développement global du pays, de la prise en compte de la carte universitaire pour vérifier si un enseignement analogue est organisé dans un autre milieu mais aussi de l'opportunité de la formation (Vade mecum 2020 : 103).

Dans le champ académique congolais, les filières de l'enseignement sont souvent ouvertes sans égard à ces critères nécessaires, et en violation des instructions édictées par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et Universitaire (MINESU) qui stipulent qu'« *il est interdit d'ouvrir de nouvelles filières d'études ou nouveaux enseignements sans avoir obtenu au préalable l'autorisation de la tutelle après avis conforme du Conseil d'administration du ressort et de la commission permanente des études* » (MINESU 2018 : 15). Cela peut bien se vérifier en analysant les activités des acteurs sur le terrain.

3.4.2. Pratiques des entrepreneurs de l'enseignement tertiaire

Sous l'œil passif de l'État congolais, les filières de formation sont ouvertes de manière peu orthodoxe par les promoteurs. Certains établissements au stade embryonnaire s'offrent l'audace d'organiser, sans atermolement, le cycle de licence avec des enseignements déjà opérationnels dans le même milieu. Parmi ces établissements, on peut citer le cas de l'Université de Bukavu (UB) ; de l'Université Libre des Grands Lacs (ULGL) ; de l'Université Anglicane de Bukavu (UNAB) ; de l'Université Episcopale Charismatique (UECA) ; de l'Université pour le Développement du Congo (UDC) ; etc. Il serait plus logique que ces établissements proposent des programmes plus pointus qui répondent aux impératifs réels de la société et sans égard aux cadres législatifs édictés par l'autorité de tutelle.

À titre illustratif, on compte dans la même ville quatre (4) Instituts Supérieurs de Techniques Médicales proposant les enseignements analogues en santé humaine. Ces instituts sont entre autres de l'Institut Supérieur de Techniques Médicales

(ISTM/Bukavu) ; de l'Institut Supérieur de Techniques Médicales Kimbanguiste (ISTMK) ; de l'Institut Supérieur de Techniques Médicales Anglicane (ISTMA) et de l'Institut Supérieur des Techniques Médicales et Management (ISTMM). Ces instituts organisent par exemple les filières de santé publique, de sciences infirmières, etc. A ces établissements s'ajoutent six (6) autres proposant des enseignements de développement. C'est notamment l'Institut Supérieur de Développement Rural (ISDR) ; l'Institut Supérieur de Technique de Développement (ISTD/Bukavu) ; l'Institut Supérieur pour la Promotion de la Paix, du Développement et de l'Environnement (ISPDE) ; l'Institut Supérieur de Développement Rural de Tanganyika (ISDR Tanganyika) ; l'Institut Supérieur des Techniques Appliquées au Développement (ISTAD) et l'Institut Supérieur des Techniques de Développement (ISDR/Kivu). Ces établissements offrent des programmes divers en développement communautaire, en organisation sociale, en gestion des projets de développement...

Sur ces entrefaites, certaines universités offrent quelques programmes déjà opérationnels dans les instituts supérieurs susdénommés. C'est le cas des sciences de l'environnement et de développement fonctionnant au sein de l'Université Libre des Grands Lacs (ULGL) ; de l'Université Libre des Pays des Grands Lacs (ULPGL/Bukavu) ; de l'UB, etc. Tout se fait comme si l'État n'existait pas !

Profitant de la torpeur du pouvoir public, les institutions proposent à la clientèle des filières non labellisées. Dans ce contexte, on peut bien voir un étudiant finir un cycle universitaire dans un domaine donné sans jamais y obtenir un diplôme dûment signé par l'État. Dans cet imbroglio où certains étudiants obtiennent de parchemins non homologués, cela constitue en quelque sorte une arnaque, un préjudice contre ceux-ci et par ricochet les expose davantage au chômage. Cela est vrai puisque sans papier ou diplôme, il est difficile de postuler et d'être embauché.

Certains diplômés se contentent alors des simples relevés de notes ou attestations de réussite octroyée par leurs autorités académiques, ignorant que « *les diplômes délivrés par les établissements privés agréés d'Enseignement Supérieur et Universitaire n'a de valeur légale que s'il est homologué par la Commission et contresigné par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et Universitaire* » (MINESU 2010 : 209). Ainsi donc, l'homogénéisation des filières n'est pas sans conséquence du point de vue de l'insertion professionnelle des finissants.

4. Contrecoups de l'homogénéisation des filières de l'enseignement sur l'insertion professionnelle des diplômés

L'organisation des disciplines analogues au sein de l'espace universitaire congolais constitue une menace pour l'employabilité des diplômés. Ce point se focalise sur l'analyse des effets résultant des processus de l'homogénéisation des filières d'étude.

4.1. De l'homogénéisation des filières d'étude à l'inflation des diplômes

Compte tenu de l'existence du phénomène de la prolifération des établissements de l'ESU à Bukavu, il est difficile de présenter dans cette étude tous les effectifs des diplômés produits par ces établissements¹³⁴. Pour comprendre davantage

¹³⁴ En référence aux données recueillies sur le terrain, notamment auprès de la Conférence Provinciale des Chefs d'Établissements (CPCE) des institutions de l'ESU dans la ville de Bukavu, il ressort que cette ville compte



le phénomène inflationniste des diplômes, nous présentons dans le tableau deux (2) l'échantillon de l'évolution des effectifs produits par deux (2) grands établissements privés de l'ESU opérant dans la ville de Bukavu. Il s'agit donc des effectifs de l'Université Catholique de Bukavu (UCB) et ceux de l'Université Evangélique en Afrique (UEA).

Tableau 5. Évolution du nombre des diplômés produits par l'UCB en cycle de licence de 2010 à 2018

Année académique	Médecine	Agronomie	Économie	Droit	Informatique	Total
2009-2010	25	35	61	47	37	205
2010-2011	31	35	67	35	32	200
2011-2012	28	23	100	34	29	214
2012-2013	48	21	99	53	11	232
2013-2014	34	46	87	68	26	261
2014-2015	56	56	106	68	22	308
2015-2016	44	64	103	104	29	344
2016-2017	67	68	126	60	24	345
2017-2018	69	68	130	53	41	361

Source : palmarès de l'UCB.

Légende : G = Garçon ; F = Fille ; Sous-T= Sous-total et T = Total.

Il découle de ce tableau (2) que le rythme de diffusion des diplômes est en pleine croissance au sein de l'Université Catholique de Bukavu. En effet, de 2010 à 2018, cette institution universitaire a largué sur le marché de l'emploi 2 470 diplômés dont 879 en Économie ; 522 en Droit ; 416 en Agronomie ; 402 en Médecine et 251 en Informatique. Par ailleurs, 50 % de ces mêmes filières d'étude sont également organisées par l'UEA comme en témoigne ce tableau (3).

Tableau 6. Distribution des effectifs des diplômés de l'UEA de 2010 à 2019 en cycle de licence

Année académique	Médecine	Agronomie	Économie	Théologie	Paix & développement	Travail social	Total
2009-2010	42	43	43	4	42	-	174
2010-2011	86	51	88	6	43	-	274
2011-2012	82	32	112	41	26	-	293
2012-2013	89	88	102	9	35	-	323
2013-2014	68	138	161	17	60	-	444
2014-2015	65	101	194	7	50	-	417
2015-2016	88	211	161	7	24	-	491
2016-2017	147	63	88	3	30	-	331
2017-2018	81	104	114	10	8	24	341
2018-2019	95	120	131	4	18	35	403

Source : archives du secrétariat général académique de l'UEA.

actuellement 49 institutions mais il est très probable que ce nombre ne soit exhaustif suite au problème de prolifération de celles-ci.

Ce tableau (3) donne l'idée sur le nombre des diplômés largués sur le marché de l'emploi par l'Université Évangélique en Afrique. Il en résulte que de 2010 à 2019, cette institution universitaire a produit 3491 diplômés répartis en diverses orientations de formation, à savoir : 1194 en Économie, 951 en Agronomie, 843 en Médecine, 336 en Paix et développement, 108 en Théologie et 59 en Travail social.

En comparant ces deux (2) derniers tableaux (2 et 3), il ressort que l'UCB et l'UEA proposent trois (3) filières similaires, dont les sciences économiques, la médecine et les sciences agronomiques. Comme démontré dans les lignes précédentes, ces disciplines sont au cœur de concurrence avec d'autres établissements aussi bien privés que publics opérant dans la ville de Bukavu. Cette situation illustre la faiblesse de la politique éducative au pays, l'impuissance de l'esprit innovatif des entrepreneurs.

Comme le remarque Mpevo,

en RDC, la quasi-totalité des filières produisent annuellement une pléthore des diplômés que le marché de l'emploi ne pouvait absorber : sciences économiques et financières, construction, électricité, mécanique non agricole ou encore, certaines autres en produisent trop peu pour un marché national en expansion : chimie industrielle, textiles, métallurgie, secrétariat de direction. Certaines carences ou certains surplus ne s'appliquent qu'à certains niveaux : trop d'ingénieurs civils (de 2^{ème} cycle, A0, ingénieur master) en électricité, trop d'ingénieurs civils et trop peu d'ingénieurs de production en construction, excédent de diplômés de 1^{er} cycle et inexistence de diplômés de 2^{ème} cycle en design de mode, etc. Département du plan (Mpevo 2012 : 297).

À travers le pays, spécialement dans la ville de Bukavu, les universités et instituts supérieurs produisent une masse importante des diplômés issus de filières analogues pendant que les conditions d'employabilité de ces derniers sont restées inertielles sur le marché du travail. Il suffit pour une entreprise de lancer une offre d'embauche d'un économiste pour voir une centaine de demande des économistes affluer au même poste. C'est le même cas pour les diplômés en droit, en agronomie, en santé publique, etc. Dans ces conditions, « *la production de diplômés peut être considérée de manière analogue à la production de billets : lorsqu'elle est trop élevée par rapport à la capacité d'absorption du système social il y a risque d'inflation* » (Barrère & Sembelel 2005 : 40).

Il résulte que le nombre des diplômés augmentent selon l'évolution des années. Ce phénomène est lié à la prolifération des établissements de l'ESU, mais aussi à l'augmentation de la demande sociale éducative à Bukavu. Pendant ce temps, le rythme de création de l'emploi reste de plus en plus inférieur à celui de diffusion des diplômés sur le marché du travail dans cette ville. Cette situation est source de l'accroissement du chômage chez les diplômés universitaires comme expliqué dans le point ci-après.



4.2. De l'inflation des titres à l'augmentation du chômage des universitaires

Dans la ville de Bukavu, plus les diplômés sont produits, plus le nombre des demandeurs d'emploi augmente. Nombreux diplômés sortis des institutions universitaires se transforment en véritables quémandeurs d'emploi comme en témoigne le tableau synoptique (4) ci-dessous.

Tableau 7. Évolution des effectifs des diplômés universitaires demandeurs d'emploi selon les filières dans la ville de Bukavu

Année	Sciences sociales et humaines	Techniques	Autres	Total
2010	824	341	244	1410
2011	512	274	183	969
2012	1156	749	399	2304
2013	878	423	280	1581
2014	912	436	261	1609
2015	1019	546	161	1726
2016	1025	552	255	1832
2017	1117	600	231	1948
2018	1275	614	236	2125
2019	1282	826	312	2420

Source : Bureau de l'Office nationale de l'emploi/ Province du Sud-Kivu à Bukavu/RDC.

Ce tableau (4) présente le cliché du spectre du chômage des cadres universitaires dans la ville de Bukavu. Il met en évidence la réalité selon laquelle toutes les filières proposées par les établissements d'ESU n'épargnent aucunement les diplômés au chômage. Il apparaît que même les filières techniques ne parviennent pas à former des compétences recherchées sur le marché de l'emploi ni à produire des éléments capables de se lancer véritablement dans le processus de l'auto-emploi. Ces effectifs des diplômés demandeurs d'emploi sont plus nombreux en sciences sociales et humaines ; soit 10 000 (55,8 %) sur le total général de 17 924 demandeurs ; 5361 soit 29,9 % en techniques et 2 564, soit 14,3 % pour les autres filières de formation.

Plusieurs explications peuvent être avancées pour saisir le pourquoi de cette situation. Il s'agit notamment du foisonnement des établissements de l'ESU suivi d'une reculade des conditions de création de l'emploi au pays. Bien plus, ce phénomène expliquerait le raté de la qualité de formation offerte aux étudiants ; une formation qui ne permet pas à ces derniers d'être bien outillés en entrepreneuriat. Ainsi, nombreux diplômés exercent certains métiers n'ayant aucun rapport avec la formation initiale reçue à l'université. Certains sont devenus des sentinelles, des chauffeurs de taxis motos, des petits cambistes et vendeurs d'essence ou des unités téléphoniques sur la rue, etc. Cela suscite beaucoup d'inquiétudes quant à la pertinence des offres de formation à promouvoir la transformation profonde de la société.

Du fait que la création des filières ne tient pas du tout compte de la dynamique du développement global de la société, et n'obéit à aucun plan logique de l'épanouissement du bien-être professionnel des bénéficiaires (diplômés), ce phénomène produit des effets périlleux sur l'insertion professionnelle harmonieuse des diplômés universitaires.

De la sorte,

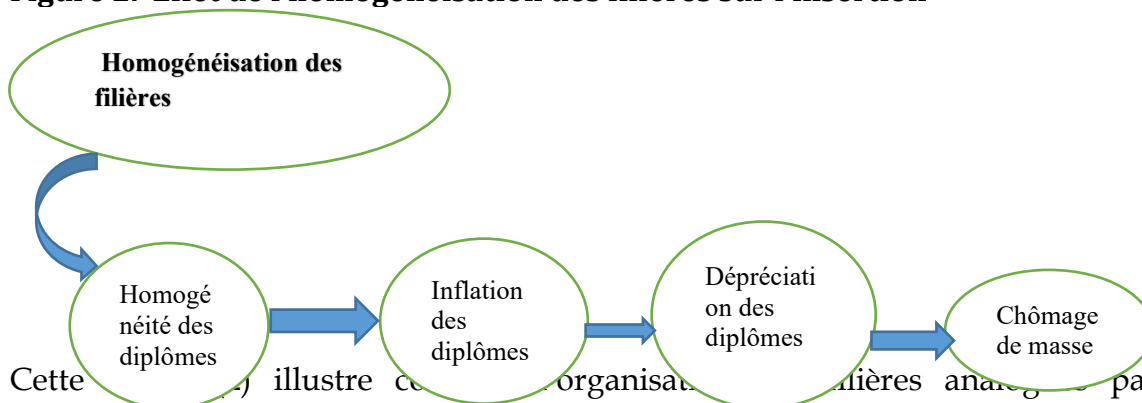
le contenu de renseignement paraît inadapté; copié du modèle français il ne permet pas de transmettre un système de valeurs africaines et n'intègre pas l'élève dans son milieu familial; envisagé comme une formation générale, il ne peut transmettre à l'élève le sens de l'objet, de l'outil et de la technique; il déracine l'enfant de son milieu naturel, familial et professionnel. Alors que l'élève européen est placé dans un réseau d'informations qui l'ouvre sur le réel (radio, télévision, lecture, conversations dans le milieu familial...), l'élève africain connaît à l'école un monde nouveau, il y acquiert des connaissances livresques sans lien avec le réel » (Hugon Philippe 1970 : 20).

Pour ce chercheur, les conséquences de cet enseignement sont ainsi défavorables pour le développement de l'Afrique. L'école n'est pas intégrée au village; elle appartient à un autre univers que celui de l'enfant.

Dès lors, les entrepreneurs éducatifs se livrent au mimétisme sans scrupule et au polycopiage des filières de l'enseignement sans qu'ils ne tiennent compte des besoins réels du marché d'emploi. Il en découle que différents établissements diplôment les lauréats aux mêmes filières pour les mêmes diplômes.

La figure ci-après tente de styliser les effets résultant des processus de l'organisation des disciplines analogues dans la ville de Bukavu.

Figure 2. Effet de l'homogénéisation des filières sur l'insertion



Cette figure illustre comment l'organisation des filières analogues par les établissements mine l'insertion professionnelle des diplômés. En fait, l'homogénéisation des filières conduit à l'homogénéité des diplômes et, par ricochet, à l'inflation et/ou à la dépréciation des diplômes ainsi qu'au chômage de masse des diplômés dans la ville de Bukavu. Dès lors, ces établissements de l'ESU sont des fabriques des chômeurs dans la société.

Il se pose alors le besoin de viabiliser les établissements de l'ESU par la création des nouvelles filières qui répondent aux impératifs du marché de l'emploi. Aussi, faudrait-il que l'offre définisse les différentes modalités d'intégration socio-professionnelle des acteurs à former ? Cela est réel d'autant plus que « l'université devant jouer le rôle de technopole de développement pour son environnement local et national, elle est appelée à abriter en son sein toutes les filières susceptibles de former des agents de développement » (Nkuku Khonde 2012 : 64). Donc, les connaissances acquises à l'université devraient aider les diplômés à développer les attributs nécessaires à la construction d'un projet professionnel et de participer ainsi au progrès de la société.



Comme le fait remarquer Hugon Philippe (1970 : 23), il semble possible d'envisager une voie médiane qui soit celle de l'adaptation aux besoins de la personne et de la société. L'Afrique manque à tous les niveaux de cadres moyens, de techniciens, de moniteurs et de paysans formés; le but de l'éducation est de pallier cette insuffisance. L'enseignement doit ainsi, partant du milieu, favoriser l'apprentissage des techniques permettant de répondre aux besoins aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain; il doit être un facteur d'articulation de la société. L'enseignement doit permettre à l'homme de prendre conscience de sa situation et de jouer un rôle créateur; l'école ne doit pas transmettre des connaissances mais elle doit apprendre à apprendre.

Ce qui dénote que « *pour s'insérer sur le marché du travail, le jeune travailleur doit posséder une formation professionnelle qui lui permet d'exercer un métier en plus d'une formation théorique qui lui assure une certaine polyvalence. Il devra avoir une connaissance assez précise de ce qui l'attend, à la fois sur le marché du travail et dans le poste de travail* » (Laflamme 1984: 200). Au-delà de la préparation ou de la spécialisation dans un métier précis, la professionnalisation de l'enseignement nécessiterait une formation polyvalente afin de mieux armer les diplômés à s'insérer dans le circuit productif.

Il s'agit donc de se défaire du modèle de l'héritage culturel de type colonialiste. En matière éducative, ce modèle n'est plus adapté aux réalités socio-professionnelles présentes de la RDC. Il y a lieu de faire savoir que « *l'héritage colonial a eu un poids considérable dans la crise actuelle de l'enseignement supérieur en Afrique. L'enseignement colonial a laissé des tares dans le contenu et la finalité des programmes qui étaient mis en place bien avant la nationalisation des institutions d'enseignement supérieur* » (Makosso 2006 : 80).

CONCLUSION

Les processus de l'homogénéisation des cursus entraînent une influence délétère sur l'insertion professionnelle des finissants des IESUP. Alors que le marché de l'emploi est sapé par la pénurie des débouchés ; les entrepreneurs éducatifs de la ville de Bukavu investissent dans les filières analogues et peu incitatives à l'innovation ou à l'auto-emploi des bénéficiaires.

Les initiateurs des institutions ne tiennent pas compte de tous les présupposés d'implémentation des filières de l'enseignement dans le milieu que ça soit en termes d'opportunité, des ressources matérielles et humaines ou de possibilité d'insertion professionnelle de finissants. En conséquence, cette situation influe négativement sur l'insertion professionnelle des diplômés.

Références bibliographiques

Barrère, A. & Sembelel, N., 2005, Sociologie de l'éducation, Paris, Nathan.

Folefack, E., s.d., « L'architecture du système universitaire Camerounais : Évolution historique et dynamique actuelle », consulté à l'adresse <https://www.google.com/search?client=firefox-b&q=FOLEFACK%2C+P.+E.%2C+%2%AB+L%E2%80%99architecture+du+syst%C3%A8me+universitaire+Camerounais+%3A+%C3%A9volution+historique+et+dynamique+actuelle>.

Charton, H. & Owuor, S., 2008, « De l'intellectuel à l'expert, les sciences sociales africaines dans la tourmente, le cas du Kenya », Revue Internationale d'Éducation de Sèvres, Centre international d'études pédagogiques (CIEP), n°49, pp.107-119. ff10.4000/ries.578ff. fffhalshs-02433035.

Gravot, P., 1995, Économie de l'éducation, Paris, Économica.

- Laflamme, C., 1984, « Une contribution à un cadre théorique sur l'insertion professionnelle des jeunes », *Revue des sciences de l'éducation*, vol.10, n°2, pp. 199-216.
- Maindo Ngonga, A., 2012, « L'arrimage de l'Université de Kisangani au processus de Bologne, une réforme plombée ? », in A. Maindo Ngonga & P. Kapagama Ikando (Eds.), *L'université en chantier en RD Congo : Regards croisés sur la réforme de l'enseignement supérieur et universitaire*, Paris, Karthala, pp. 29-44.
- Makosso, B., 2006, « La crise de l'enseignement supérieur en Afrique francophone : une analyse pour les cas du Burkina Faso, du Cameroun, du Congo et de la Côte d'Ivoire », *JHEA/RESA*, vol. 4, n°1, pp. 69-85.
- MINESU, 2010, *Vade-mécum du gestionnaire d'une institution d'enseignement supérieure et universitaire*, Kinshasa-RDC.
- MINESU, 2018, *Cadre normatif du système LMD en République Démocratique du Congo*, Kinshasa.
- MINESU, 2018, *Instruction académique n°020/MINESU/CAB.MIN/SMM/BLB/ 2018 du 04/octobre 2018 portant directives pour la rentrée académique 2018-2019*, Kinshasa-RDC.
- Mpevo Mpolo, A., 2012, *Les quatre tournants marqués de l'université congolaise. Analyse des réformes académiques du Congo-Zaïre (1971-2011)*, Paris, Harmattan.
- Nkuku Khonde, C., 2012, « Histoire des réformes dans l'enseignement supérieur universitaire en RDC : Cas d'une réforme informelle à l'Université de Lubumbashi en 1997 », in A. Maindo Ngonga & P. Kapagama Ikando (Eds.), *L'université en chantier en RD Congo : Regards croisés sur la réforme de l'enseignement supérieur et universitaire*, Paris, Karthala, pp. 59-67.
- Omasombo, J. & Ouvrier, P., 2014, *Décentralisation et espaces de pouvoir*. Musée royal de l'Afrique centrale.
- Philippe, H., « Intégration de l'enseignement africain au développement », in *Tiers-Monde*, tome 11, n°41, 1970.
- Pollin, J-P, 2009, *Universités : nouvelle donne*, Paris, Décartes.